

Les forfaits pour incontinence

Des interventions existent pour faire face aux frais liés à l'achat de matériel d'incontinence. En fonction de votre situation, un forfait pour les personnes dépendantes ou un forfait pour l'incontinence incurable peuvent vous être accordés par votre mutualité. D'autres interventions de fonds régionaux peuvent également compléter le forfait de la mutualité.



Le forfait pour les personnes dépendantes

Le forfait incontinence pour les personnes dépendantes ou "maxi forfait" est une allocation forfaitaire pour l'achat de matériel d'incontinence accordée aux personnes en **situation de dépendance**. L'intervention s'élève à 505,59 €* par an.

Quelles sont les conditions pour bénéficier de ce forfait ?

- Avoir obtenu un accord du médecin-conseil pour un traitement de soins infirmiers (forfait B ou C) pendant au moins 4 mois durant les 12 mois qui précèdent la demande.
- Correspondre à un score de 3 ou 4 points pour le critère "incontinence" de l'échelle de Katz (formulaire complété par le médecin).
- Ne pas séjourner dans un établissement de soins (hôpital, maison de repos ou maison de soins). En revanche, le séjour dans une institution des fonds régionaux (AViQ, PHARE, VAPH ou DSL**) n'empêche pas l'octroi du forfait.

Bon à savoir

L'échelle de Katz mesure le niveau de dépendance ou de perte d'autonomie d'une personne dans les activités de la vie quotidienne : toilette, habillage, déplacement, etc. Les personnes y sont classées en 5 catégories, chacune selon des critères de dépendance bien précis. L'un de ces critères concerne l'incontinence.

Comment introduire la demande ?

- Si vous bénéficiez de soins infirmiers, vous ne devez rien faire. Le paiement est effectué automatiquement par votre mutualité sur base des données informatiques.
- Si vous ne bénéficiez pas de soins infirmiers, demandez le formulaire (échelle de Katz) à votre mutualité et faites-le compléter par votre médecin, par un médecin-conseil ou par une infirmière mandatée par lui. Remettez-le ensuite à votre conseiller mutualiste. Le médecin-conseil examinera votre demande.

Le forfait pour l'incontinence urinaire incurable

Ce forfait peut être alloué à toute personne souffrant d'incontinence urinaire reconnue **définitive et incurable** par son médecin généraliste. Cette intervention n'est **pas cumulable** avec le forfait incontinence pour les personnes dépendantes. L'intervention s'élève à 165,03€*.

Quelles sont les conditions pour bénéficier de ce forfait ?

- Ne pas séjourner dans une institution de soins
- Ne pas bénéficier du "forfait incontinence pour personnes dépendantes"
- Ne pas bénéficier de l'intervention de l'assurance soins de santé et indemnités (ASSI) pour l'usage de matériel d'auto-sondage
- Ne pas bénéficier d'intervention de l'ASSI pour l'usage de matériel de bandagisterie (récolteur d'urine, sonde, etc.)

* Montants au 1^{er} janvier 2018. Ces montants peuvent être amenés à évoluer.

** AViQ, Agence pour une Vie de Qualité (Région wallonne) ; PHARE, Personne Handicapée Autonomie Recherchée (Région de Bruxelles-Capitale) ; VAPH, Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (Région flamande) ; DSL, Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben (DSL) der Deutschsprachigen Gemeinschaft (ex-DPB)

Ed. Resp. Jean Hermesse, Chaussée de Haecht 579, 1031 Bruxelles / Juin 2018

Comment introduire la demande ?

Une attestation du médecin traitant, accompagnée d'un formulaire disponible auprès de votre conseiller mutualiste, doit être envoyée au médecin-conseil pour accord. Le médecin-conseil donne son accord pour 3 ans mais la mutualité vérifie chaque année si le forfait peut être payé.

Intervention complémentaire d'un fonds régional

Vous pouvez bénéficier d'une intervention complémentaire si vous êtes porteur d'un handicap reconnu par l'AViQ ou le PHARE. Dans le cadre de l'aide matérielle à l'intégration, ces institutions vous apportent une aide complémentaire à celle de la mutualité pour supporter les frais relatifs à l'achat de matériel d'incontinence.

Bon à savoir

La date de la demande d'intervention auprès de la mutualité sert de référence aux fonds régionaux. C'est-à-dire que ces institutions n'accordent aucune intervention pour une période qui soit antérieure à la date de la demande d'intervention introduite auprès de la mutualité.

Quelles sont les conditions d'accès ?

- Les frais exposés doivent bien constituer des dépenses supplémentaires liées au handicap.
- Ces frais ne peuvent être déjà pris en charge par d'autres régimes d'intervention (comme une assurance accident de travail, une assurance en responsabilité civile, etc.).
- Si un forfait vous a été octroyé par votre mutualité, il doit être totalement épuisé. Vous devrez fournir des preuves d'achat pour un montant équivalent au forfait de la mutualité.
- Si vous avez plus de 65 ans, les frais doivent découler du même handicap que celui constaté lors d'une demande antérieure ayant été introduite avant l'âge de 65 ans.

Comment introduire la demande ?

- Référez-vous aux procédures de demande d'intervention auprès de l'institution compétente. Elles sont spécifiques pour chacune d'entre elles.
- Il est généralement demandé de joindre à la demande un certificat médical spécifiant la nécessité de l'aide et son lien avec le handicap.

Un conseil ou une aide supplémentaire ? Contactez le service social de votre mutualité régionale via le numéro d'appel gratuit 0800 10 9 8 7.

Matériel d'incontinence

Le prix du matériel d'incontinence peut varier d'un fournisseur à l'autre. N'hésitez pas à comparer ! Au travers de ses **magasins Qualias**, la MC met à votre disposition du matériel à des tarifs très avantageux. Le matériel d'incontinence peut également être commandé directement en ligne. Plus d'infos sur www.mc.be.



POINT INFO MALADES CHRONIQUES

- > Vos principales questions, des témoignages, les coordonnées d'associations de patients... sur www.mc.be/maladie-chronique
- > Une équipe expérimentée vous répond* : maladie-chronique@mc.be



La **solidarité**, c'est bon pour la santé.

** Réponse garantie dans les 3 jours ouvrables. Pour faciliter le traitement de votre demande, merci de préciser vos nom, adresse légale ou numéro de registre national.*